

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.226 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - MARDI 18 JANVIER 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2 fr. - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes : 5 fr. 3 mois, 12 fr. 6 mois, 20 fr. un an
Autres départements et l'Algérie : 6 fr. 3 mois, 14 fr. 6 mois, 25 fr. un an
Étranger (Union postale) : 8 fr. 3 mois, 17 fr. 6 mois, 30 fr. un an
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

L'Effronterie boche

Nous nous efforçons de souligner il y a quelques jours l'audace et l'impudence dont faisait preuve le gouvernement austro-hongrois à l'égard de l'Angleterre. Le Cabinet de Vienne, on s'en souvient, avait osé réclamer que le gouvernement britannique prit des mesures spéciales de protection en faveur des sujets autrichiens devant être ramenés des Indes à bord du vapeur Golconda, mesures destinées à empêcher le torpillage du bateau auquel alliaient être confiées ces précieuses existences... Les pirates-assassins, en effet, ne voulaient pas risquer de noyer par erreur leurs compatriotes retour des Indes, d'autant plus qu'il s'agissait de gens « au-dessus du commun ». Et ils poussaient l'effronterie jusqu'à déclarer qu'ils tiendraient la Grande-Bretagne pour responsable de l'existence des passagers.

Mais pour l'effronterie, les Allemands peuvent encore rendre des points aux Austro-Hongrois et ils viennent de le prouver une fois de plus à propos de l'affaire du Baralong.

La vertueuse Germania, toujours si soucieuse, comme vous le savez, des questions d'honneur et d'humanité, s'avisa naguère que l'équipage anglais du Baralong avait agi avec trop de rigueur à l'encontre d'« héroïques marins allemands ». D'où très vive protestation diplomatique par quoi Berlin exigeait de Londres le châtiment des coupables. Au Foreign Office on crut tout d'abord à une plaisanterie tant il paraissait étrange que le gouvernement allemand osât invoquer des considérations d'humanité et d'honneur en cette guerre où il a pris dès les premiers jours le parti de couvrir et d'encourager chez les siens tous les attentats et tous les crimes. Néanmoins, sir Ed. Grey prit le parti de répondre.

Dans sa réponse, aussi ferme que spirituelle, l'éminent secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères écrivait : « Le gouvernement de Sa Majesté note avec une grande satisfaction, quoique avec quelque surprise, la vive sollicitude manifestée aujourd'hui par le gouvernement allemand pour la défense des principes d'une guerre civilisée et son vif désir de voir des châtiments légitimes appliqués à ceux qui les transgressent de propos délibéré. Il est vrai que l'incident qui a tout à coup remis en mémoire au gouvernement allemand l'existence de principes de cette nature est un de ceux dans lesquels les prétendus criminels se trouvent être Anglais et non Allemands. Mais le gouvernement de Sa Majesté ne suppose pas un seul instant qu'on veuille indéfiniment restreindre la partie de l'enquête judiciaire qu'on juge convenable d'instituer. » Et sir Ed. Grey continuait en expliquant que, même si les allégations allemandes étaient exactes, — ce qu'il contestait, — l'accusation portée contre le commandant et l'équipage du Baralong était négligeable « en comparaison des crimes qui semblent être commis de propos délibéré, sur terre et sur mer, par les officiers allemands contre les combattants et non-combattants ». Il concluait donc par une proposition précise à l'Allemagne de joindre l'affaire du Baralong à « trois incidents navals survenus dans la même période de 48 heures où le Baralong coula le sous-marin et sautait le Nyrosolan », trois incidents navals qui ont montré à l'œuvre les assassins au service de l'amiral von Tirpitz, et de porter le tout « devant quelque Cour d'enquête impartiale, comme par exemple, devant un tribunal composé d'officiers de la Marine des Etats-Unis ».

Sous ces apparences ironiques, la proposition était d'une parfaite loyauté et il ne tenait qu'à l'Allemagne de prendre le ministre anglais au mot. On s'en jarda bien à Berlin. Porter toutes ces affaires devant des officiers de la Marine des Etats-Unis, c'est-à-dire livrer au jugement d'un tribunal impartial toute la question des assassinats maritimes allemands. Or, voilà précisément ce que l'Allemagne ne voulait pas. Elle n'accepta donc point de donner suite à la proposition anglaise. Et par l'organe de tous ses journaux, elle s'éleva avec indignation contre cette satanique proposition, ou elle feignit de voir une sorte d'outrage à son adresse...

Toutes ces protestations indignées n'ont rien servi. L'Allemagne a continué à avoir leur écho au Reichstag. Un grand débat a eu lieu en effet samedi au sujet de l'affaire du Baralong. Le rapporteur, comte Westarp, a dit sans rire : « Il est incroyable que la note anglaise reproche au peuple allemand en armes que notre armée ait commis dans de nombreux cas des crimes de la plus haute gravité. » Et il ajouta, toujours sans rire, que cette note était « un document de l'effronterie anglaise ». Un socialiste, le député Noske, a déclaré avec un sérieux non moins imperturbable que la réponse de sir Ed. Grey constituait « le comble du cynisme ». Il a fait encore cette déclaration, qui peut se passer de commentaires : « Nous repoussons l'accusation de mener la guerre d'une façon criminelle ; nous savons que notre armée et notre flotte ne se laissent pas surpasser par les soldats des armées ennemies en humanité, en civilisation et en culture. En face de l'incroyable provoca-

tion anglaise, je me réjouis du fait que l'on peut établir que nos troupes observent les lois du droit des gens et que nos cercles dirigeants sont prêts à sévir contre toute illégalité. » Ces délicieuses paroles ont été saluées, parait-il, par les marques d'une vive approbation. Le contraire nous eût étonné...

D'autres orateurs, appartenant aux partis les plus divers, ont fait entendre des paroles analogues, et le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann a donné sa conclusion au débat en assurant le Reichstag que le gouvernement était d'accord avec les députés sur cette question et qu'il trouverait « les moyens de punir les coupables d'une manière énergique et impressionnante ». Cette menace gouvernementale annonce sans doute quelque nouveau forfait allemand. Mais comment les Boches s'y prendraient-ils pour aller plus loin dans le crime qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent ?

CAMILLE FERDY.



Le général Sarrail qui prend le commandement général des troupes franco-anglaises en Macédoine

Une Anecdote bien allemande

Le Vorwaerts tend à prouver que les soldats allemands désirent la paix. Voilà déjà une thèse singulière. Le journal socialiste compte à l'appui, cette anecdote : « Il y a quelques jours, dans un train, une dame ayant dit : « Mon mari est officier et gagne beaucoup d'argent ; il ne voit aucun inconvénient à ce que la guerre dure dix ans », un soldat, indigné, se leva et la gifla. Un témoin félicita le militaire de sa conduite et lui remit 10 marks. »

« A l'officier qui rêve de dix ans de guerre ? à la femme qui en compte les profits ? au soldat qui bat cette femme ? à l'ingénieur qui encourage ce soldat ? Lequel est le plus parfait Allemand ? »

Le Théâtre à la Guerre

Dans la tranchée les distractions ne manquent pas : attaques, contre-attaques, torpilles, grenades, terrassements. Mais au cantonnement les heures sont longues, la vie est fade. L'autorité militaire, qui pense à tout, a bien pensé, pour faire passer le temps aux hommes, à des heures d'exercice matinal et sportif, mais il paraît que ce ne leur suffit pas.

Mais qu'est-ce qu'ils veulent ces insatiables ? Aller aux premières ? Les nécessités de la défense nationale s'y opposent. Mais nous n'avons rien à refuser à ceux — toujours les mêmes — qui se font tuer pour nous et à plus qu'ils ne peuvent pas aller au théâtre, ce sont les théâtres — comme Lagardère — qui iront à eux.

Le Figaro a annoncé ces jours derniers que, dans des cantonnements désignés par l'autorité militaire, des représentations théâtrales allaient, sur l'initiative de M. Emile Fabre, être organisées, ce sera le théâtre aux armées, œuvre que protègent le général Joffre et le général Gallieni.

534^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 17 Janvier.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant : Rien à signaler au cours de la nuit, sauf entre Somme et Avre, où notre artillerie a été assez active.

Nord ou de l'Est, puis là, monter dans de grandes autos et rouler vers un cantonnement, puis s'arrêter et jouer dans une salle improvisée. Le public sera composé uniquement d'hommes venant des tranchées. Il y aura des soldats, casqués et ravis. Ils entendront des scènes joyeuses ainsi qu'au Tristan Bernard, beaucoup de Courtielle. Un chanteur célèbre ou une très belle cantatrice chantera la Marseillaise. Les soldats reprendront en chœur, au refrain. Ce sera très beau.

Et les gens qui aiment le théâtre pourront s'y amuser sans ennui, puis que les poilus auront leur théâtre aussi.

Le bon Fauteuil

Le premier fauteuil auquel l'Académie donnera un nouveau titulaire est celui de Jules Claretie, dont la vacance est la première en date. Elle remonte à 1913.

Ce fauteuil présente une particularité singulièrement encourageante pour la démocratie : c'est qu'il n'est pas occupé par un homme, mais par une œuvre, un livre, un ouvrage.

Depuis la fondation de l'Académie, c'est-à-dire depuis deux cent quatre-vingt-deux ans, il n'a compté, ce fauteuil privilégié, que neuf possesseurs.

Jules Claretie, qui l'occupa pendant un peu plus d'un quart de siècle, fut pourtant un de ceux qui y séjournèrent le moins longtemps. La moyenne de longévité de ses titulaires est, en effet, de trente et un ans.

Les huit précédents occupants de Jules Claretie, en ce fauteuil, furent : Hubert de Montmor, l'abbé de Lavain, Camurran, Moncrief, Rouquaire, Cuvier, Dupin et Cuvillier-Fleury.

Quel sera son successeur, le dixième gagnant ?

LA VIE CHÈRE

Les Légumes secs

Dans un article paru le 25 décembre 1915, nous disions : « Des personnes dignes de foi nous ont affirmé que les pois ronds ou cassés étaient livrés aux négociants, suivant la provenance de ces produits, aux prix de 65 à 75 francs les cent kilos. Les lentilles, d'après leur qualité, de 75 à 85 francs. »

Le Syndicat des négociants en denrées coloniales de Marseille, dans une lettre qu'il nous adresse personnellement, réfute l'exactitude de ces chiffres. Les pois verts ou cassés sont livrés, en effet, par les membres de cette association, 132 francs pour être revendus 160 francs aux consommateurs.

La campagne, faite dans ce journal, contre la cherté de la vie, visant surtout l'intérêt de la Défense nationale, finit par être liée à celui des consommateurs. Les agriculteurs, ne vivant que d'un maigre salaire, qui se réduit chaque jour par une augmentation du prix des vivres, démontre avec quelle sincérité elle a été entreprise. Elle sera poursuivie avec le même loyalisme.

Il ne nous en coûte nullement de déclarer que le Syndicat des négociants en denrées coloniales est dans le vrai pour les prix des pois verts ronds ou cassés, ainsi que des lentilles vertes. C'est une question de couleur qui n'a jamais été discutée dans l'art de vivre.

Désireux d'obtenir nos renseignements primitifs, nous avons écrit en effet à la mairie d'Aix, qui a créé une épicerie municipale. Elle nous a répondu « que les pois ronds ou cassés jaunes sont livrés aux prix de 65 à 75 francs les cent kilos ; les lentilles aux prix de 75 à 85 francs, suivant leur qualité. » C'est ce que nous avions affirmé, sans faire encore allusion à la couleur de ces denrées. Quant aux pois verts ainsi qu'aux lentilles vertes, la mairie d'Aix nous dit que les prix énoncés par le Syndicat des denrées coloniales sont exacts.

Voilà donc tout remis au point. Examinons maintenant la situation dans ses détails. Les gros fournisseurs achètent les pois verts aux prix de 132 fr. les cent kilos. Les lentilles vertes également. Reste un écart de 28 francs, puisque ces produits sont revendus 160 fr. aux consommateurs. Le Syndicat explique ainsi : « Cette différence sert à payer le camionnage aux entrepôts, celui des entrepositaires aux épiciers qui, vu le prix élevé ne prennent que de minimes quantités (10 kilos environ) ; la part de l'impôt, le loyer, personnel, courtage et commission, encaissement et autres frais généraux et même un très maigre bénéfice pour l'épicier et son fournisseur. »

Il y a là toute une nomenclature, qui rend très compréhensible la surélévation des prix des denrées comme d'autres aliments, car les frais de courtage, de commission, pour ne retenir que ceux-là, se retrouvent dans toutes les transactions commerciales effectuées. Ici, on conçoit très bien que la ville d'Aix puisse vendre à la population aixoise, à des prix bien inférieurs, soit les pois ronds ou cassés, soit les lentilles de couleur verte — couleur de l'espèce non pour les consommateurs — n'est-ce pas ?

Les frais de courtage, de commission, d'encaissement ainsi que d'autres sont connus de la prévoyante cité qui n'a pas craint de prendre courageusement des initiatives fécondes en heureux résultats. Elles auraient dû être imitées par les communes populaires, par celle de Marseille surtout où le coût d'existence prend des proportions énormes. Tout le reste est à l'avantage, la cherté excessive des vivres servant d'excuse pour augmenter le prix de toutes les marchandises. C'est la course à l'augmentation à jet continu.

Avant que les prix de 132 fr. les cent kilos fussent demandés, pour les pois verts ainsi que pour les lentilles vertes, il existait des stocks considérables de ces légumes secs. Or, à long terme que les prix de vente au détail sont établis sur la base de trente à trente-six sous, parfois au-dessus dans certains magasins, aucune règle n'existant

sous ce rapport. Chacun agit à sa guise. Qui donc a profité de cette situation ? Ce ne sont pas les consommateurs. Pourtant l'intendance a pu passer des marchés, alors, au-dessous de 50 francs les cent kilos ; y aurait-il encore une question de couleur ? Les récoltes n'ont pas été aussi mauvaises qu'on le prétend. Les pois frais, en 1915, se sont vendus, sur les divers marchés de la région, de trente à quarante centimes le kilo. Ces prix ne faisaient nullement prévoir ceux d'aujourd'hui pour cette denrée dont le séchage n'exige pas un grand travail.

La preuve que des approvisionnements considérables se trouvaient un peu partout, c'est que certains épiciers livrent actuellement au prix de trente sous le kilo les pois verts. Ils seraient donc en perte, puisqu'ils devraient les revendre 160 francs les 100 kilos. Cela démontre, une fois de plus, l'impérieuse nécessité d'une réglementation pour tous les produits alimentaires.

Cela démontre également combien les hausses excessives, pour assurer l'alimentation de leurs administrés au plus bas prix possible, ont été de sagesse. Par ce temps de guerre effroyable, chacun, lorsqu'il défend une parcelle de territoire, doit contribuer à l'amélioration du sort de la masse innombrable des déshérités de la fortune.

Honneur donc à ces municipalités ! Elles ne sont pas légion, malheureusement. Elles n'en ont que plus de mérite. Dans ces communes, le prix de la vie est abaissé de 25 %. Que n'en est-il de même partout ? La France n'en serait que plus forte. N'est-ce point là le but qu'il convient d'atteindre ?

PIERRE ROUX.

Le moral de l'ennemi

On écrit du front au Temps :

« Nous complétons les citations du carnet de route du lieutenant allemand X... dont nous avons déjà publié des extraits. Les passages qu'on va lire permettent de se faire une idée de l'état moral actuel de certains ou au moins de nos adversaires. »

25 août 1915. — Nous nous rendons sur la ligne par un soleil radieux. La position où nous sommes est très calme. Le lieutenant X... est très heureux. On parle beaucoup de points d'appui. Je vais au point d'appui. Je vais au point d'appui. Idiot, ces points d'appui. Si on les attaque sérieusement, nous nous extirperons une infirmité dominante sur mer, le blocus est un acte accompli solidement par les Alliés. On a trop entendu parler d'ordres du Conseil britannique. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une déclaration commune à tous les Alliés, spécifiant que les mesures prises sur mer contre l'Allemagne ont l'appui du sentiment et de la ferme volonté de tous les pays de l'Entente.

L'action des Alliés

Le Daily Télégraph dit que le moment est arrivé où toute la question du blocus de l'Allemagne devra être examinée à nouveau par le Cabinet. Le gouvernement britannique n'a pas, en effet, fait comprendre clairement que, quoique nous exerçons une influence prédominante sur mer, le blocus est un acte accompli solidement par les Alliés. On a trop entendu parler d'ordres du Conseil britannique. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une déclaration commune à tous les Alliés, spécifiant que les mesures prises sur mer contre l'Allemagne ont l'appui du sentiment et de la ferme volonté de tous les pays de l'Entente.

Au Parlement anglais

La politique de blocus sera de nouveau discutée dans les deux Chambres du Parlement au cours des débats de cette semaine. Le nombre augmenté de jour en jour des membres de la Chambre des Communes qui sont d'avis que l'Amirauté devrait être chargée entièrement du blocus aux lieux et place du Foreign Office.

Le Daily Télégraph dit que le moment est arrivé où toute la question du blocus de l'Allemagne devra être examinée à nouveau par le Cabinet. Le gouvernement britannique n'a pas, en effet, fait comprendre clairement que, quoique nous exerçons une influence prédominante sur mer, le blocus est un acte accompli solidement par les Alliés. On a trop entendu parler d'ordres du Conseil britannique. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une déclaration commune à tous les Alliés, spécifiant que les mesures prises sur mer contre l'Allemagne ont l'appui du sentiment et de la ferme volonté de tous les pays de l'Entente.

L'attitude des Etats-Unis

On manda de New-York au Daily Telegraph : Les journaux commentent dans leurs articles de fond, avec une certaine amertume, le fait que le président Wilson, qui ne fit aucune renonciation au sujet de la violation de la Belgique, a consenti, pour une vulgaire question d'intérêt commercial, à formuler auprès de la Grande-Bretagne une protestation énergique.

L'Allemagne désire brouiller les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dit un journal, et elle est sur le point de réussir. Elle veut faire de nous son instrument et elle y parviendra, parce qu'il lui est possible de profiter de la situation politique intérieure des Etats-Unis, ainsi que des nécessités politiques qu'elle se trouve le président Wilson.

De son côté, la New-York Tribune dit : « La politique extérieure du président Wilson a amené les Etats-Unis à la plus grave crise qu'ils aient eue depuis la guerre civile. Nous sommes sur le point d'entrer dans la guerre mondiale par la voie des notes, bien entendu en qualité d'agent et d'instrument des Allemands. A cause de quelques dollars, nous allons demander à la Grande-Bretagne de modifier son blocus pour le grand avantage particulier du pays qui a assassiné sans excuse ni pitié nos femmes et nos enfants. »

IL Y A UN AN

Lundi 18 Janvier

Tempête de neige en Belgique et dans les Vosges. Bombardement de Soissons et de Saint-Paul. Combats d'artillerie dans l'Alsace et en Champagne. Nouvelle avance française dans le bois Le Prétre. Commandes en Haute-Alsace, dans le Bar-de-Sapt et autour de Thann.

Front oriental : en Bukovine, occupation du col de Kiribaha par les Russes ; au Caucase, ils occupent Sudzoug et chassent les Turcs au delà du Tchokor.

Sur la mer Noire, les Russes coulent un transport (le Meorges) et plusieurs voiliers turcs chargés d'approvisionnement pour l'Asie Mineure.

Dans les Dardanelles, le sous-marin français Saphir est coulé ; une partie de son équipage est recueillie par les Turcs.

LA GUERRE

Le Blocus de l'Allemagne

Le général Sarrail est nommé commandant suprême des armées alliées dans les Balkans

Londres, 17 Janvier.

On manda de Salonique au Daily Telegraph que la dépêche que le roi George a envoyée au roi Pierre de Serbie à l'occasion du Nouvel An se terminait ainsi : « Je suis pleinement convaincu que les Alliés, avec l'héroïque armée serbe, sont en position de reconquérir complètement l'indépendance pour votre peuple et d'assurer la victoire finale de nos armées. »

L'Etat prenant, d'autre part, à sa charge de distribuer ce sucre, soit à la consommation directe, soit à la raffinerie, la Chambre syndicale déclare que, si toute garantie n'est pas donnée sur ce point à ses commettants, il est à prévoir qu'un trop grand nombre d'entre eux se verront dans la dure nécessité de renoncer à la fabrication (1916-17) et de priver ainsi de leurs moyens d'existence le personnel nombreux, hommes, femmes et enfants, attachés aux sucreries, soit à titre permanent, soit à titre temporaire.

SUR NOTRE FRONT

Dans les Flandres

Communiqué officiel anglais

Londres, 17 Janvier.

Le général Haig fait le communiqué officiel suivant : « La journée a été généralement tranquille. L'ennemi a tiré quelques obus autour de Ghentwy et d'Ypres. Le feu de notre artillerie, contre une forte pointe allemande au nord d'Ypres, a donné des résultats satisfaisants. »

Le Blocus de l'Allemagne

Il faut le rendre plus effectif

New-York, 17 Janvier.

Des télégrammes de Londres aux journaux annoncent que la Grande-Bretagne remplacera sous peu les ordres réglant actuellement le commerce entre les neutres et l'Allemagne par une déclaration de blocus rigoureux.

Le département d'Etat n'a encore reçu aucune notification officielle à cet effet, mais les autorités sont d'avis qu'une telle action fera disparaître de nombreux facteurs pouvant amener des désaccords, ainsi que des discussions au sujet du point de droit anglais tendant à empêcher tous les vivres de parvenir dans les ports allemands ; elle mettra probablement fin aussi à la question de la destination finale en ce qui concerne les vivres destinés à l'Allemagne et passant à travers les pays neutres.

La mission de M. Boussonet

Le Petit Parisien publie les impressions rapportées par M. Boussonet, député de Réunion, qui fut, avec deux de ses collègues, envoyé par la Commission de l'armée, en mission à Salonique.

M. Boussonet a déclaré : « Quelle que soit la décision de l'état-major allemand sur l'opportunité d'un coup de main à prendre immédiatement offensive, les Alliés attendront avec calme et confiance. Les lignes défensives autour de Salonique sont probablement assez fortes pour empêcher toute autre ligne en France ou dans les Flandres. Le moral des troupes ne saurait être meilleur. »

Les forces des ennemis

Salonique, 17 Janvier.

Les canons anglais ont abattu un aéroplane allemand qui, dans l'après-midi, survolait les lignes alliées. L'appareil, en tombant dans la zone occupée, prit feu et fut détruit. Les deux aviateurs qui le montaient ont été tués.

Un avion allemand abattu par les Anglais à Salonique

Salonique, 17 Janvier.

On sait aujourd'hui d'une façon précise, et cela de source autorisée, qu'à la date du 1^{er} janvier, deux divisions allemandes déjà signalées étaient toujours sur le Danube. A la même date, on reconnut que la 27^e et la 116^e divisions allemandes à Vêles, la 101^e, la 103^e, à Monastir et avec une brigade hongroise, la 23^e brigade allemande était à Strourouza, la 27^e à Sofia et de forts éléments appartenant à la 77^e division allemande et une division turque à Xanthi et Philippouli.

A Uskub, où les Bulgares ont établi un aéroplane, on signale un bataillon de pontonniers, deux escadrilles d'aviation et deux bataillons formant deux mille hommes au total et de l'artillerie lourde de campagne ; enfin aux cinq divisions bulgares déjà signalées, il faut ajouter cinq grosses bandes de mille à quinze cents hommes chacune, chacune fortement organisée. On peut donc inférer que nos ennemis sont devant nous un nombre d'environ deux cent cinquante mille. Les Anglais, depuis trois jours, ont débarqué, tant à Salonique qu'en Chalcidique, de

Le Prix du Sucre

La décision de M. Clémentel

Paris, 17 Janvier.

La décision de M. Clémentel, ministre du Commerce, de limiter le prix de vente du sucre à la consommation, à 75 fr. les 100 kilos, et la suppression de la cote officielle de la Bourse de Commerce de Paris, qui en a été la conséquence, a provoqué une grosse émotion au sein de la Chambre syndicale des fabricants de sucre de France.

La Chambre syndicale vient de se réunir et a adopté à l'unanimité de ses membres présents les vœux suivants :

Le Prix du Sucre

La décision de M. Clémentel

Paris, 17 Janvier.

La décision de M. Clémentel, ministre du Commerce, de limiter le prix de vente du sucre à la consommation, à 75 fr. les 100 kilos, et la suppression de la cote officielle de la Bourse de Commerce de Paris, qui en a été la conséquence, a provoqué une grosse émotion au sein de la Chambre syndicale des fabricants de sucre de France.

La Chambre syndicale vient de se réunir et a adopté à l'unanimité de ses membres présents les vœux suivants :

Le Prix du Sucre

La décision de M. Clémentel

Paris, 17 Janvier.

La décision de M. Clémentel, ministre du Commerce, de limiter le prix de vente du sucre à la consommation, à 75 fr. les 100 kilos, et la suppression de la cote officielle de la Bourse de Commerce de Paris, qui en a été la conséquence, a provoqué une grosse émotion au sein de la Chambre syndicale des fabricants de sucre de France.

La Chambre syndicale vient de se réunir et a adopté à l'unanimité de ses membres présents les vœux suivants :

